

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

**DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

1er Bureau

ROUEN, le 06/07/78

Le PREFET de la REGION de HAUTE-NORMANDIE

PREFET de la SEINE-MARITIME

OFFICIER de la LEGION D'HONNEUR,

V U :

La demande en date du 18 Avril 1975 par laquelle la Régie Nationale des usines RENAULT, dont le siège social est 8 - 10, avenue Emile Zola à Boulogne-Billancourt, sollicite l'autorisation de procéder à l'extension de la chaufferie sise dans l'enceinte de son établissement de SANDOUVILLE, Zone Industrielle du HAVRE,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

La loi du 19 Juillet 1976 sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

Les décrets n° 77.1133 et 77.1134 pris pour l'application de la loi précitée,

L'arrêté préfectoral du 10 Septembre 1975 annonçant l'ouverture d'une enquête publique de 15 jours du 25 Septembre 1975 au 9 octobre 1975 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. DAVY Armand comme commissaire enquêteur, et prescrivant l'affichage dudit arrêté à la Mairie, et dans le voisinage de l'établissement,

Le certificat du Maire de SANDOUVILLE constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis de M. le Commissaire-Enquêteur,

.../...

L'avis de M. le Directeur départemental de l'Équipement,
(urbanisme opérationnel et construction)

L'avis de M. le Directeur départemental de l'Action Sanitaire
et Sociale,

L'avis de M. le Directeur départemental du Travail et de la
Main-d'Oeuvre,

L'avis de M. l'Inspecteur départemental des services d'Incendie
et de Secours,

L'avis de M. le Directeur du Port Autonome du HAVRE,

Le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en
date du 29 Décembre 1977,

La délibération du Conseil départemental d'Hygiène en date du
14 Février 1978,

La notification faite au demandeur le 24 Février 1978,

La requête de la Régie en date du 16 Mars 1978,

Le nouveau rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées
en date du 9 Mai 1978.

A R R Ê T E :

ARTICLE 1er : La Régie Nationale des usines RENAULT, dont le
siège social est 8 - 10, avenue Emile Zola à BOULOGNE-BILLANCOURT, est
autorisée à procéder à l'extension de la chaufferie sise dans l'enceinte
de son établissement de SANDOUVILLE, Zone Industrielle du HAVRE.

Cette autorisation est subordonnée à l'exécution des conditions
suivantes :

I CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

1°.1. Caractéristiques de l'installation

L'installation autorisée consiste en l'installation
d'une chaudière de 30 000 th/heure consommant du gaz naturel.

Après extension la chaufferie disposera :

1° - Production d'eau chaude

3 ~~4~~ générateurs de 20 000 th/h chacun

1 générateur de 10 000 th/h

1 générateur de 30 000 th/h

2° - En fluide caloporteur

1 générateur de 8 000 th/h

2 générateurs de 4 000 th/h chacun

1°.2. Conformité aux plans et données techniques

L'installation sera disposée et aménagée conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande. Tout projet de modification de ces plans ou des caractéristiques des Installations devra faire, avant réalisation, l'objet d'une demande présentée au Préfet.

1°.3. Règlementations particulières

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté les textes suivants sont applicables à la chauffage :

- Instruction du 6 juin 1953 relative au rejet de eaux résiduaires
- Arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- Instruction du 21 juin 1976 relatif au bruit des installations classées

En outre, les prescriptions de l'arrêté type n° 153 de l'activité mentionnée à l'article 1 sont applicables.

II PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

2°.1. Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite.

2°.2. Règles d'aménagement

Combustible utilisé

Comme prévu dans la lettre de référence D.T.N.E. n° 77/98 en date du 29 novembre 1977 jointe à la demande.

- les chaudières de 10 000 th/heure et 30 000 th/h ne fonctionneront au gaz à la date de la publication du présent arrêté.

.../...

- les 4 chaudières de 20 000 th/heure seront équipées pour fonctionner au gaz dans le courant du premier semestre 1978.

- les 3 générateurs de fluides caloporteurs soit : 1 de 8 000 th/heure et 2 de 4 000 th/heure fonctionneront au gaz naturel dans un délai qui ne pourra excéder 2 ans.

L'industriel tiendra informé l'Inspecteur des Installations Classées de la date de mise en fonctionnement au gaz naturel des 4 générateurs d'eau chaude, de 20 000 th/heure et également des 3 générateurs de fluide caloporteur.

Caractéristiques des cheminées

La construction des cheminées des chaudières devra être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975. Les chaudières de 10 000 th/h et 30 000 th/h présenteront une hauteur minimale de 37 mètres.

Autres émanations

Les buées et autres émanations nuisibles ou malsodorantes devront être captées, absorbées ou détruites. Le rejet dans l'atmosphère ne pourra se faire qu'après traitement.

3°.3. Mesures

Des mesures continues, périodiques ou occasionnelles des teneurs en poussières et produits polluants gazeux à l'émission ou dans l'air autour de l'établissement pourront être effectuées à la demande de l'inspecteur des établissements classés.

Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

III PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE

3°.1. Principes généraux

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

3°.2. Règles de construction

Les matériaux de construction présenteront les caractéristiques définies par la circulaire ministérielle du 31 août 1975.

Par ailleurs, les communications entre les locaux et l'extérieur seront assurées par des sas et portes à fermeture automatique s'ouvrant vers l'extérieur.

.../...

3°.3. Règles d'aménagement

Les installations électriques devront être effectuées conformément aux règles de l'art.

Le matériel électrique utilisable en atmosphère explosif sera de "sûreté" conformément aux dispositions du décret n°60.19 du 28 mars 1960 et des textes pris pour son application.

Des rapports de contrôle seront établis et devront être mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

3°.4. Dispositif de lutte contre l'incendie

La chaufferie disposera d'un réseau d'eau suffisant permettant l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés en rapport avec l'importance des installations.

Ces installations seront complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.

3°.5. Règles d'exploitation

Des consignes affichées prévoieront :

- les interdictions de fumer ou de feux nus.
- l'enlèvement des folles poussières ou des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie.
- l'exécution de rondes de surveillance.
- la conduite à tenir en cas de sinistre.

Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention des équipes de secours.

La Régie pétitionnaire devra, en outre, se conformer :

- a) aux Chapitres I et II du Titre II du Livre II du Code du Travail sur l'Hygiène et la Sécurité des Travailleurs,
- b) au décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) au décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : Si l'extension de cette chaufferie nécessite la délivrance d'un permis de construire, le présent arrêté ne prendra effet qu'à dater du jour où ledit permis aura été obtenu.

ARTICLE 4 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail, de l'Inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue indépendamment des condamnations à prononcer par les Tribunaux compétents.

Sauf raison de force majeure, cette autorisation cessera de produire effet, si l'extension n'est pas réalisée dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou si cette chaufferie n'est pas exploitée pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : M. le Secrétaire Général de la Seine-Maritime, M. le Sous-Préfet du HAVRE, M. le Maire de SANDOUVILLE, M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef du Service Interdépartemental de l'Industrie et des Mines de Haute-Normandie, MM. les Inspecteurs des Installations Classées, M. le Directeur départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, MM. les Inspecteurs du Travail, M. l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours, ainsi que tous agents habilités des services précités, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la porte de la Mairie de SANDOUVILLE pendant un délai minimum d'un mois. En vue de l'information du public, un avis sera également inséré dans deux journaux d'annonces légales du Département.

ROUEN, le 6 Juillet 1978

Le PREFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Chargé de Mission

G. LAFERRIERE.

Pour ampliation
p/Le Chef du Service de
l'Environnement,



M. COURTIN.